



---

# communiqué

---

Date

**Le 3 juillet 1992**

Pour publication

**N° 145**

## **QUATRE CANADIENS SUR CINQ CROIENT QUE LE CANADA DEVRAIT PARTICIPER AUX NÉGOCIATIONS DE L'ALENA**

Un sondage d'opinion effectué au nom du gouvernement fédéral révèle qu'une forte majorité de Canadiens (79 p. 100) estiment que le Canada doit participer aux négociations commerciales trilatérales avec les États-Unis et le Mexique, afin de protéger les intérêts des Canadiens.

Le commerce international et les questions d'économie et d'adaptation qui s'y rattachent étaient la cible de l'enquête menée en mars par le Groupe Angus Reid.

En ce qui concerne les accords commerciaux internationaux, 51 p. 100 sont en faveur de la signature, par le Canada, d'un nouvel Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et 57 p. 100 souscrivent à l'idée d'échanges plus libres entre le Canada et les États-Unis. Cependant, seulement 37 p. 100 appuient l'Accord de libre-échange (ALE) actuel entre le Canada et les États-Unis. D'un autre côté, 58 p. 100 des personnes qui s'y opposent déclarent qu'elles soutiendraient plus volontiers l'ALE si elles entendaient dire que les exportations canadiennes vers les États-Unis ont augmenté grâce à l'élimination des barrières tarifaires en vertu de l'Accord de libre-échange. (Dans le cadre de l'ALE, les exportations annuelles vers les États-Unis ont augmenté de plus de 5 milliards de dollars depuis 1988 et ont atteint, en mars 1992, un record mensuel de 12,8 milliards de dollars.)

Même si 79 p. 100 croient que le Canada doit prendre part aux négociations de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) afin de protéger les intérêts canadiens, l'enquête a révélé que seulement 29 p. 100 étaient favorables à un accord commercial avec les États-Unis et le Mexique.

Les Canadiens croient que le gouvernement fédéral devrait jouer un rôle de premier plan au chapitre de l'adaptation. À la question de savoir à qui incombait principalement la responsabilité d'aider les Canadiens à s'adapter à l'évolution de

l'économie mondiale, 39 p. 100 ont répondu le gouvernement fédéral, 25 p. 100 les entreprises, 13 p. 100 les gouvernements provinciaux et 6 p. 100 les syndicats. (En fait, Emploi et Immigration Canada dépensera cette année 3,55 milliards de dollars pour aider des employeurs particuliers et des communautés spécifiques du Canada à faire face à un marché de plus en plus concurrentiel. Cette aide est offerte par le biais d'un vaste éventail de programmes et de services, qui consistent notamment à orienter certaines personnes vers des cours de formation, à fournir un soutien du revenu, à offrir des consultations personnelles et à aider les chômeurs à retrouver du travail.)

Une forte majorité de Canadiens (62 p. 100) sont d'accord pour dire que le meilleur moyen pour le Canada d'accroître sa compétitivité internationale est d'offrir aux travailleurs une formation leur permettant d'améliorer leurs compétences professionnelles. Seulement 35 p. 100 pensent que le Canada ne pourra jamais tenir le coup sur les marchés mondiaux, du fait que ses concurrents ont des salaires moins élevés. (En apportant des modifications à la Loi sur l'assurance-chômage afin de permettre à un plus grand nombre de chômeurs de recevoir des prestations d'aide à l'adaptation, le gouvernement fédéral a accordé une plus grande place à la formation. Cette mesure favorise des emplois stables et à long terme. Les dépenses relatives à la formation et aux autres mesures d'adaptation en vertu de la Loi sur l'assurance-chômage ont plus que triplé, passant de 500 millions de dollars en 1990 à 1,95 milliard de dollars en 1992.)

Le sondage indique un niveau de sensibilisation élevé à l'égard de l'importance du commerce extérieur et de la compétitivité. Une écrasante majorité (81 p. 100) croit que le Canada doit se montrer concurrentiel sur le plan commercial pour assurer le maintien du niveau de vie actuel, tandis que 79 p. 100 estiment que l'économie doit être concurrentielle pour que les programmes sociaux maintiennent des normes élevées. Toutefois, 87 p. 100 pensent également que nous perdons du terrain par rapport à nos principaux concurrents, notamment le Japon, l'Allemagne et les États-Unis. D'après le sondage, seulement 16 p. 100 des Canadiens savent que le Canada exporte plus qu'il n'importe. Soixante et un pour cent croient que le pays a une balance commerciale négative. (En fait, la balance commerciale du Canada, pour le secteur des marchandises, enregistre un excédent important. Les données de Statistique Canada révèlent qu'en 1991, la valeur des exportations canadiennes dépassait de 3,4 milliards de dollars celle des importations.)

Près des deux tiers des Canadiens (63 p. 100) appuient la politique du gouvernement fédéral qui mise sur le développement des compétences des travailleurs canadiens pour assurer l'avenir économique à long terme du Canada, tandis que seulement 33 p. 100

sont d'avis qu'il est préférable de créer des emplois à court terme pour remédier à la récession.

Par ailleurs, les Canadiens semblent établir des liens évidents entre la persistance du chômage et le manque de formation professionnelle. Même si, de façon générale, ils croient qu'un grand nombre des emplois supprimés pendant la récession ne seront pas rétablis en cas de reprise économique, six Canadiens sur dix estiment que certains postes demeurent vacants en raison du manque de compétences des candidats, et sept sur dix pensent qu'un grand nombre de chômeurs n'obtiendront pas d'emploi à moins de recevoir d'abord une meilleure formation.

Le sondage, commandé conjointement par Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada et Emploi et Immigration Canada, couvre un vaste éventail de questions relatives au commerce extérieur et à l'adaptation économique. Effectué du 9 au 17 mars 1992, il consiste en une série d'entrevues téléphoniques réalisées auprès d'un échantillonnage de 1 509 adultes de toutes les régions du Canada. Il est considéré exact à 2,5 p. 100 près, 19 fois sur 20.

- 30 -

Pour de plus amples renseignements, les représentants des médias sont priés de communiquer avec le :

Service des relations avec les médias  
Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada  
(613) 995-1874

Pour obtenir un résumé des résultats, s'adresser à:

INFO-EXPORT  
Tél. : 993-6435, ou sans frais au 1-800-267-8376  
Télécopieur : (613) 996-9709. Veuillez mentionner la publication  
71XF (English version 71XA)